

LE JOURNAL DES DEBATS

LEGISLATIFS ET LITTÉRAIRES DU CANADA.

"MIHI A SPE, METU, PARTIBUS REPUBLICÆ ANIMUS LIBER EST."—Salluste. Catil.

Vol. I.

TORONTO, MARDI, 6 AVRIL, 1858.

No. 21

GALERIE POLITIQUE.

III

LE COMTE DE PERSIGNY.

[Voir les numéros 18 et 19.]

Les condamnés bonapartistes furent des premiers à bénéficier de cette mansuétude. M. Persigny sortit bientôt de l'hôpital. On lui laissait la ville entière pour prison. L'amabilité de son caractère, ses infortunes politiques, jetèrent même sur sa personne assez d'intérêt pour lui ouvrir les salons de Versailles, y compris même, dit-on, ceux du monde officiel.

Dans ses loisirs, il composa un mémoire sur les pyramides, qu'il considérait comme un moyen imaginé par les rois d'Égypte pour mettre la vallée du Nil à l'abri des sables du désert. J'aime autant cette hypothèse qu'une autre. Mais j'avoue humblement n'avoir pas lu le mémoire de M. Persigny. Il fut adressé à l'Académie des sciences. Je comprends encore moins le but d'un pareil travail de la part d'un homme voué à la politique la plus militante.

Cherchait-il à dérouter par ce moyen l'observation de la police ?

Délivré par la révolution de février 1848, M. de Persigny accourut à Paris, où venait d'arriver incognito le prince Louis-Napoléon, qui offrit son épée au Gouvernement provisoire, et que celui-ci se hâta de renvoyer à Londres. Au milieu d'un pareil concours de circonstances, il n'y avait pour le parti bonapartiste que le choix entre les moyens d'action.

Jusqu'au moment des élections, la puissance du parti napoléonien était absolument morte. Comment l'eût-on évaluée ?

Le parti républicain, sous Louis-Philippe, formé de bourgeois et d'ouvriers des villes manufacturières, pouvait, au moyen des sociétés secrètes, des journaux démocratiques, et plus tard des banquets, trouver approximativement le total de son effectif.

Pour rencontrer les adhérents possibles du parti bonapartiste, il fallait descendre jusqu'aux profondeurs inexploitées du prolétariat, pénétrer dans les plus humbles chaumières et retrouver peut-être sous la blouse de quelque laboureur voûté par les années l'ancien soldat d'Austerlitz et de Waterloo.

Les statisticiens, les habiles, oublièrent dans leurs calculs la propagande du coin du feu, propagande simple et puissante faite par le soldat rentré dans ses foyers et racontant ses campagnes.

Tout le monde y fut trompé. Tandis que les lettrés de tous les partis se gâtaient du facile plaisir de l'épigramme, le bonapartisme faisait des progrès incalculables. La caricature et les petits articles, se confondant dans le torrent des choses, n'étaient qu'un véhicule pour entraîner à travers les villes et les campagnes le nom de Napoléon.

Les élections vinrent comme un coup de foudre éclairer l'importance de ce parti bonapartiste, que les appréciateurs les moins malveillants évaluèrent à peine à quatre cent mille hommes.

Ce n'est pas que le parti comptât un grand nombre de représentants dans l'Assemblée nationale. On les dénombrerait sur les doigts. Mais cinq départements, y compris celui de la Seine, avaient nommé le prince Louis. Deux autres Bonaparte siégeaient aussi à la Constituante.

M. de Persigny, on le pense bien, n'était pas resté inactif.

Sans cesse entre Londres et Paris, il allait porter au prince le résultat de ses observations et recevoir ses ordres.

Les premières escarmouches entre Louis Bonaparte et l'Assemblée commencèrent le 4 juin. Aux dédaigns de l'Assemblée nationale le parti bonapartiste répondit par un redoublement de vigueur propagandiste. J'ai pu constater, du 1er au 22 juin 1848, la naissance de seize journaux napoléoniens.

Peu de temps après, retentit à la porte Saint-Denis le fameux cri populaire : "Vive Barbès ! Nous l'aurons, Napoléon."

Le 11, M. de Persigny fut arrêté rue Saint-Georges, ainsi que M. Laity.

On les relâcha peu de jours après, et ils repartirent pour Londres.

M. Persigny donna au prince Louis le conseil d'attendre encore.

Membre du comité électoral de la rue de Poitiers, M. de Persigny était bien placé pour observer et pour agir. Doué d'un bon sens militaire très-caractérisé, il avait bien jugé les hommes et la situation.

Louis-Napoléon donna sa démission de représentant du peuple, mais cette démission même constitua le parti bonapartiste.

Réélu en septembre, nommé président de la République le 2 décembre suivant, Louis-Napoléon fit de M. de Persigny son aide-de-camp. Il lui avait préalablement fait conférer un grade supérieur dans l'état-major général de la garde nationale de la Seine.

M. de Persigny pouvait ainsi porter l'uniforme et l'épée.

Je me souviens qu'il passait alors dans le public pour un des partisans les plus bruyants et les plus audacieux qui entouraient le président de la République. On lui prêtait des propos de table très-factieux à cette époque.

On lui attribuait, entre autres choses, cette parole bien invraisemblable dans la forme, à savoir, que depuis quinze ans il n'avait cessé de dire avec une foi inébranlable : "Mon prince sera empereur des Français, et je serai son ministre."

Nommé par deux départements, le Nord et la Loire, membre de l'Assemblée législative, il ne donna pourtant aucune prise à des commentaires de ce genre. Il se renferma au contraire, dans un silence absolu, tactique généralement adoptée par le parti bonapartiste.

Ce parti n'était évidemment pas de force à l'Assemblée nationale pour triompher dans une lutte de tribune. Et dans un moment où chaque parti livrait dans la discussion le secret de ses faiblesses, le silence était presque du génie.

Peu de temps après, le président de la République envoya M. de Persigny en ambassade à Berlin.

On en glosa d'abord un peu. Puis, comme il arrive de toute chose, on n'en parla plus.

La foi et l'enthousiasme de M. de Persigny pour la cause de Louis-Napoléon Bonaparte séduisaient souvent ses auditeurs. Le docteur Véron, qui mêle aux choses de l'histoire des familiarités de ruelle, a pourtant trouvé une forme convenable à ce propos.

"M. de Persigny, dit-il, m'intéressa par les intuitions, par les aperçus nouveaux qu'il développait avec chaleur dans un langage élevé."

Dès que les projets de coup d'État prirent quelque consistance, nous voyons reparaître M. de Persigny. Il était au dîner de